



Initiative Privée et Communautaire
contre le VIH/sida au Burkina Faso

Bulletin d'Information de IPC/BF • N°8 Février 2015

DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE

Sommaire

Edito : P2

Activités: P3- 5

Tribune: P6

Brèves/ Annonces: P 7

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication
Dr Joseph Aimé BIDIGA

Coordonnatrice de la rédaction
Michèle Diane KARAMBIRI

Ont participé à ce numéro :

Geneviève ONADJA
Noel Régis ZOURE
Dieudonné BASSONON
Hedwige NIKIEMA
Abdoulaye OUEDRAOGO

*«La crédibilité des OSC dans la gestion
des projets et programmes : entre
engagement communautaire et devoir
de rendre compte».*

*Meilleurs
Vœux
2015*



Initiative Privée et Communautaire contre le VIH/Sida au Burkina Faso - IPC/BF

06 BP 10220 Ouagadougou 06 - Tél.:226 25 38 51 63 - 25 41 10 47



1 Dynamique Communautaire – Semestrielle – Mars 2015

La crédibilité des OSC dans la gestion des projets et programmes : entre engagement communautaire et devoir de rendre compte



Depuis plus d'une décennie, les organisations de la société civile mettent en œuvre les projets et programmes de santé financés par différents partenaires. Au départ, la question de confier des responsabilités à des acteurs de la société civile pour la gestion des ressources ne se posait que très rarement. Cet état de fait a été non seulement le résultat d'un fort plaidoyer de la société civile mais aussi d'une volonté manifeste des partenaires financiers à mieux responsabiliser et impliquer les Organisations de la Société Civile (OSC) dans la gestion des projets et programmes dans le domaine de la santé.

De nos jours la responsabilisation des OSC dans la gestion se pose avec acuité au regard de la rareté des ressources au niveau international et de la capacité réelle des organisations à gérer efficacement les ressources et à rendre compte aux partenaires et aux populations à la base.

C'est dans ce sens que nous voulons en ce début d'année 2015, lancer une réflexion sur les mécanismes, les dispositifs et les stratégies que nous devons conjointement mettre en place pour renforcer la crédibilité et l'efficacité de nos actions sur le terrain. Nous sommes aujourd'hui dans un système qui nous interpelle fortement sur les questions de gouvernance, de performance et de résultats que nous devons confronter avec nos pratiques communautaires. C'est pourquoi il est important pour nous, acteurs de la société civile et du monde communautaire de travailler ensemble dans l'union pour aboutir à des solutions consensuelles au profit des populations pour lesquelles nous nous battons.

C'est pour cela que nous invitons tous les acteurs du monde communautaire à un dialogue constructif pour qu'ensemble nous relevions les défis qui se présentent aux organisations de la société civile. Le premier pas à franchir pour nous tous est de nous départir de nos mauvaises pratiques de gestion et d'accepter de mettre en place un dispositif unique d'intervention communautaire en lien avec le secteur public.

La société civile n'est forte que si elle intègre et s'appuie sur des plans et politiques au niveau national tout en gardant son rôle de veille, d'alerte et de groupe de pression pour permettre aux populations en tout temps de bénéficier de tout ce à quoi elles ont droit. C'est là le sens de notre lutte permanente. Et pour mener ces combats, il nous faut forcément aller dans l'unité pour asseoir un maillage efficace du territoire et apporter les réponses durables aux problèmes de santé de nos populations.

Activités

Les partenaires du Fonds Commun Genre renouvellent leur confiance à IPC/BF pour la réplique du projet « écoles des maris, écoles des épouses »



En juillet 2012, l'Initiative privée et communautaire contre le VIH/Sida au Burkina Faso a bénéficié de l'appui technique et financier du Fonds Commun Genre (FCG) pour la mise en œuvre d'un projet pilote dénommé « Ecoles des maris, écoles des épouses ». Ce projet novateur avec une démarche particulière a été exécuté dans 33 villages des communes de Bissiga et de Tenkodogo dans la province du Boulgou. .

Il a été perçu comme porteur d'espoir pour l'opérationnalisation du genre de manière concrète sur le terrain. Cette expérience dont l'objectif était de contribuer à la réduction des disparités de genre au sein des communautés, a été menée à travers une approche participative le « STEPPING STONES » ou PARCOURS. Il s'est agi de créer des espaces de discussions, avec des groupes mixtes de 15 à 18 personnes. Au total, 3929 personnes vivant en union dont 55% de femmes (du fait de certains couples polygames) ont échangé au sein de chaque groupe ou classe autour de thématiques divers. Les discussions ont abouti à l'identification de solutions à appliquer à deux niveaux pour réduire les disparités de genre: la cellule familiale et la communauté. A travers les résultats d'une autoévaluation réalisée, des changements notables ont été relevés entre les conjoints-es.

Partant des acquis de cette phase pilote, l'IPC/BF compte répliquer l'expérience dont l'impact va permettre d'améliorer de façon notable les disparités de genre et de façon générale les conditions de vie des populations. Cependant, pour avoir un impact réel et durable, l'expérience a besoin de grandir afin de toucher une masse critique d'hommes et de femmes. Afin d'accroître le nombre d'acteurs et de

personnes ressources formées sur l'approche dans une perspective d'un passage à l'échelle, l'IPC/BF a obtenu un financement du FCG à travers l'appel à projet pour la période 2014-2016. L'IPC/BF entend partir de l'expérience passée pour renforcer les capacités de 6 organisations à base communautaire (une à Bittou, une à Koupéla, deux à Tenkodogo, une à Po et une à Yako). Ce nouveau projet va accroître de 1 à 7 le nombre d'associations développant efficacement les « écoles des maris, écoles des épouses » avec l'approche STEPPING STONES. Il va aussi assurer des actions de veille à l'endroit des 33 villages afin de maintenir les changements déjà amorcés par les individus, les couples, les familles et les communautés.

Les interventions de l'IPC/BF pour la promotion du genre s'inscrivent en droite ligne de la politique nationale genre du Burkina Faso et contribuent à l'axe stratégique 6 " la promotion du genre pour un changement de comportements en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la vie socio-économique". De ce fait, l'appui/accompagnement du Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre se fait régulièrement, tant par le niveau central que le niveau régional.

Activité

Atelier de formation des membres du conseil d'administration et du comité de direction d'IPC/BF sur la gouvernance et la gestion des risques et le développement du plan de gestion des risques

Du 15 au 20 décembre 2014, les membres du conseil d'administration et le comité de direction de l'Initiative Privée et Communautaire contre le VIH/Sida au Burkina Faso (IPC/BF) ont bénéficié d'une session de formation sur la gouvernance et la gestion des risques de l'organisation.

L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des membres de l'équipe pour venir à bout des problèmes structurels que connaissent les ONG de nos jours.

En effet, la rareté des ressources et le niveau élevé de compétitivité exigent des structures compétentes, crédibles, faisant preuve de grandes capacités de bien faire fonctionner les institutions, gage d'une bonne utilisation des ressources mises à la disposition de ces structures.

Afin de relever ce défi, le Conseil d'Administration de IPC/BF a sollicité le secrétariat de l'Alliance

Internationale pour renforcer les capacités de ces membres, de même que celles des membres du SMT (Comité de Direction) qui assurent la gestion quotidienne de IPC/BF.

La formation a été assurée par M. Paul SAGNA, Conseiller Senior pour l'Afrique de l'Alliance Internationale. Selon lui, cette session est une nécessité et devrait permettre à IPC d'être compétitive dans un contexte où la plupart des bailleurs de fonds sont regardant sur le management organisationnel.

Durant cinq jours, les participants ont passé en revue les problèmes de gouvernance et les facteurs de risque auxquels IPC/BF faisait face. A la fin de la session, un plan opérationnel de gestion des risques a été mis en place dont l'exécution devrait débuter dès janvier 2015. Aussi, des recommandations à l'endroit du conseil d'administration et de la direction ont été formulées pour améliorer le système de gouvernance

Atelier régional de validation des rapports techniques et financiers des Associations de mise en œuvre du FM R10 VIH : expérience de FADA N Gourma

Le 07 janvier 2015, la structure relais de la plateforme de la société civile de la région de l'Est, BUAMINYABA a, dans le cadre de la coordination régionale des activités des structures associatives impliquées dans le round 10 VIH Fonds Mondial, procédé à la validation des données du quatrième trimestre de l'année. Cette rencontre dont l'ouverture a été présidée par Monsieur le Haut-commissaire de la province du Gourma a connu la participation effective du bénéficiaire principal (IPC-BF), d'un représentant des quatre bénéficiaires secondaires, des Sous Sous Bénéficiaires (SSB), des membres de l'équipe de la structure relais, et des collaborateurs des acteurs communautaires.

Cette rencontre avait pour objectif d'améliorer la gestion des données des SSB, de renforcer et harmoniser les connaissances des acteurs communautaires sur la collecte et l'analyse des données.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Directeur régional de la santé de l'Est est revenu sur le contexte de mise en œuvre du round 10 VIH en marquant un arrêt sur le rôle central du monde communautaire dans la lutte contre les IST et le VIH/Sida aux côtés des services de santé. En outre, il a mis un accent sur l'enjeu stratégique que représente la région de l'Est au regard de sa situation géographique avec toutes les activités qui facilitent la propagation des IST et du VIH/Sida. Toute chose qui interpelle à continuer le plaidoyer en faveur de la structure relais pour que celle-ci soit soutenue comme il se doit pour accomplir au mieux sa mission régionale.

Après la présentation des différents rapports, l'ensemble des acteurs se sont engagés à travailler en synergie d'action pour faciliter la mise en œuvre du Round 10 du Fonds Mondial afin d'enregistrer des résultats plus probants.

A la fin de la rencontre, l'association BUAMINYABA, structure relais, a saisi l'occasion pour traduire la reconnaissance des SSB de l'Est à l'endroit de IPC/BF en remettant une attestation établie à cet effet.

Activité

Une foire aux approches de réduction des inégalités de genre : Un exemple de capitalisation des meilleures expériences dans la promotion du genre

Première du genre, le Fonds Commun Genre (FCG) a organisé du 26 au 30 janvier 2015, une foire aux approches de réduction des inégalités de genre sous le thème : « *Capitalisation d'expériences et passage à l'échelle des bonnes pratiques* ». Cette première édition vise à capitaliser les meilleures expériences et à promouvoir les pratiques efficaces dans la promotion du genre et la lutte contre les inégalités de genre dans le contexte burkinabé.

En effet, le Fonds commun genre (FCG) est un outil mis en place par les partenaires techniques et

financiers au Burkina en 2005 pour soutenir les efforts des organisations nationales qui œuvrent à la promotion et au développement du genre. La cérémonie d'ouverture de la foire a été l'occasion de dresser un bilan du partenariat avec les organisations de la société civile. Selon le chef

de file du cadre de concertation des partenaires en genre, en dix ans, 72 projets œuvrant dans l'égalité des chances et surtout de la réduction des négalités, ont bénéficié de plus de trois milliards de francs CFA, et les résultats sont satisfaisants « Nous sommes satisfaits pour plusieurs raisons. La

création d'un cadre pour le genre, le fonds commun, est une très belle idée parce que c'est une manière pour les partenaires du Burkina Faso de mutualiser leurs moyens pour une action en faveur du genre. L'autre satisfaction, est aussi les résultats, il y a beaucoup de résultats », dit Salvator Niyonzima. Mme la ministre de la promotion du genre, Bibiane Ouédraogo/Boni, dans son discours lu par la secrétaire générale, a, tout en remerciant les partenaires du FCG pour leurs actions de « cohérentes avec les instruments en matière de promotion du genre », fait un plaidoyer pour plus de représentativité des femmes sur les listes électifs aux élections 2015 et l'instauration d'un quota genre plus dans les postes nominatifs. Elle a aussi sollicité l'adhésion du gouvernement et des PTF à la



mise en place du « Fonds National Genre » pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin. A cet effet, le

directeur du cabinet, Job Ouédraogo, représentant le Premier ministre, a indiqué avoir pris note et rendra compte à qui de droit. Toutefois, il estime que « les acteurs de la transition ont les coudées franches pour se pencher là-dessus et de voir qu'est-ce qui peut être fait ou doit être fait pour qu'à la fin de la transition, on ne se plaigne plus de la question du genre ». Cette foire a été l'occasion de remettre à quelques structures partenaires, dont IPC/BF, des contrats pour la mise en œuvre de projets dans le domaine du genre. Au total, ce sont 14 partenaires, venus d'horizons divers qui ont animé des stands durant deux jours. L'initiative Privée et communautaire a participé à cette expérience à travers une communication et en proposant divers outils de communications développés dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « Ecoles des maris écoles des épouses ».

Vers la prise en compte des populations clés par le monde communautaire dans la lutte contre le sida: l'expérience de l'AJVLS avec les Travailleuses de Sexe

En 2013, l'ONUSIDA déclarait que plus de 50% des nouvelles infections à VIH se produisent parmi des populations clés. Le département VIH de l'OMS a travaillé avec de nombreux partenaires et experts pour ces nouvelles recommandations qui devraient permettre d'accélérer la lutte contre l'infection à VIH auprès de ces populations dans les pays à ressources limitées. Les populations clés ciblées sont en général les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH), les personnes qui utilisent des drogues injectables, les personnes incarcérées, les travailleurs et travailleuses du sexe et enfin les personnes transgenres. Au Burkina Faso, dans le cadre du Programme Fonds Mondial Rounds 10, plusieurs associations et ONG se sont orientées vers les interventions à l'endroit des populations clés. C'est le cas de l'Association Jeunesse Volontaire pour la promotion du Leadership, la Santé et le développement (AJVLS).



En effet, l'AJVLS est une Organisation à base communautaire créée le 29 mars 1996 à Tenkodogo où elle siège. Elle dispose d'une section à Bagré et une autre à Garango. Fruit de l'initiative d'un groupe de jeunes ayant fait l'amer constat selon lequel la plupart des victimes du VIH/Sida étaient des jeunes de la tranche d'âge de 18 à 30 ans, l'association fonctionne sur les principes du volontariat et du bénévolat et est soutenue par des personnes ressources de profils divers. Elle a pour mission de contribuer à promouvoir le bien-être des populations à travers des actions de volontariat, de leadership, de santé et de développement humain durable qui prennent en compte les aspects genre. La stratégie d'intervention de l'AJVLS repose sur le principe d'éducation de la population à partir des sensibilisations des populations sur des thématiques diverses ayant trait à la santé, à la citoyenneté et au développement, puis un accompagnement communautaire qui permettrait aux populations d'adopter des comportements

favorables à leur mieux-être. Dans ce schéma s'inscrit la prise en compte des groupes spécifiques à travers des actions de soutien et de prise en charge des PVVIH, des patients tuberculeux, des OEV et des TS.

Dans le cadre du Fonds Mondial Round 10/VIH au Burkina Faso, l'AJVLS a été retenue pour réaliser des activités de plaidoyer et de proximité à l'endroit des Travailleuses de Sexe et de leurs clients et partenaires dans la Région du Centre-Est.

L'objectif de ce programme spécifique est d'effectuer des sorties en stratégies avancée pour fournir des services de dépistage du VIH/Sida au profit des TS et de leurs clients dans les bars et maquis des villes de Tenkodogo, Garango et Cinkancé.

Ainsi, des sorties de plaidoyers sont d'abord organisées dans les sites identifiés en vue d'informer les responsables ou gérants de maquis et bars et d'obtenir leur autorisation et appui pour la réalisation des activités. Un programme des sorties est ensuite élaboré et transmis à la structure relais du Centre-Est, au district sanitaire de Tenkodogo. Une équipe (animateur, conseiller, infirmier, technicien de laboratoire) se prépare pour effectuer les sorties. Cette équipe se déplace sur chaque site identifié où se trouvent les TS pour mener des activités d'IEC, faire le dépistage du VIH, offrir des consultations infirmières au TS, assurer la Distribution à Base Communautaire (DBC) de préservatifs et de gels et référer les éventuels cas de sérologie positive.

En deux ans d'intervention plus de 1.500 travailleuses de sexe et leurs clients ou partenaires ont pu être touchés et guidés en fonction de leur besoin spécifique.

Selon Abdoulaye OUEDRAOGO, Coordonnateur de l'AJVLS, cette intervention est très appréciée des bénéficiaires et concourt à la promotion des comportements à moindre risque dans la zone d'intervention.

La structure de gestion du Fonds Mondial au Burkina Faso : Les bénéficiaires Principaux (BP) du secteur public et de la société civile s'accordent sur les stratégies d'intervention



Dans le cadre de la mise en œuvre de la requête Round 10 VIH « Vers l'accès universel par la sécurisation des besoins en traitement ARV, le renforcement de la PTME et de la prévention en faveur des populations les plus exposées » il est prévu la gestion du programme par deux bénéficiaires principaux que sont le SP/CNLS-IST pour le compte du secteur public et IPC/BF pour le compte de la société civile.

Pour assurer une bonne mise en œuvre du Round 10 VIH et au regard des activités liées aux deux BP un mémorandum de collaboration a été élaboré et signé en vue de permettre à chaque structure en fonction du domaine et des prérogatives de jouer efficacement son rôle pour l'atteindre des résultats probants. Le mémorandum prévoit une rencontre de concertation mensuel entre les deux Bénéficiaires Principaux (BP) et chaque trimestre une rencontre élargie entre BP et tous les Bénéficiaires Secondaires (BS). Au cours des rencontres de concertations chaque BP présente l'état d'avancement du programme qui comporte le résumé de l'état d'exécution des activités pertinentes et saillantes des deux BP planifiées dans le mois écoulé et le résumé des principales activités pertinentes et saillantes des deux BP planifiées pour le prochain mois ainsi que les difficultés rencontrées avec des propositions de solutions.

De même la situation des rapports à transmettre au Fonds Mondial est faite lors de la rencontre trimestrielle avec les BS en termes de dernier rapport de progrès transmis au Fonds Mondial, la date de transmission, l'évaluation et l'état de mise en œuvre des recommandations de la lettre de gestion.

A la fin, des informations pertinentes sont partagées en vue de mettre les différents acteurs au même niveau d'information. Ce cadre de concertation mensuelle et trimestrielle permet aux BP responsables de la mise en œuvre du programme de trouver des solutions aux difficultés rencontrées, de coordonner les actions et d'anticiper pour l'atteinte des indicateurs du cadre de performance.

Le Programme d'Appui au développement Sanitaire (PADS) et IPC/BF continuent le partenariat en 2015



Depuis 2009, le Ministère de la santé du Burkina Faso, pour relever la faiblesse des indicateurs de l'état de santé hypothéquant l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, a entrepris de

contractualiser avec les Organisations Non Gouvernementales et Associations.

Cette contractualisation, qui est l'approche par laquelle des partenaires indépendants contractent par alliance volontaire un engagement avec des droits et des obligations réciproques, vise à appuyer le ministère en charge de la Santé pour l'atteinte des objectifs du programme national du développement sanitaire et

partant des objectifs du millénaire à l'horizon 2015, à travers le financement d'activités planifiées en rapport avec les interventions à gain rapide. Depuis le début de la contractualisation, l'ONG Initiative Privée et Communautaire contre le VIH/sida au Burkina Faso a été identifiée comme ONG de renforcement de capacités (ONG-rencap) des Organisations à Base Communautaire d'Exécution pour les lots 6 et le lot 7 dans la région du Centre-Est. Avec des résultats satisfaisants, le Ministère de la Santé à travers le PADS a renouvelé sa confiance aux 21 ONG-rencap pour l'année 2015. Cela témoigne de la confiance des acteurs étatiques dans la capacité technique des organisations de la société civile dans la promotion de la santé des populations.